

dans les entrepôts et dans les magasins. Les citoyens attendent pour avoir ce qu'il faut, pour aller chercher cette production. C'est là qu'il devrait y avoir un ministère, pour travailler avec le ministère des Finances et trouver les moyens de faire distribuer cette production. Le peuple, au contraire, ne fait que se faire dépouiller avec les taxes et les caisses de toutes sortes, les inspecteurs qui nous inspectent, avec les grands diplômés, assez souvent sans talent, qui étaient les porte-monnaie des Canadiens, avec leurs lois socialistes.

Quel beau progrès avons-nous jusqu'ici? Personne, avec le système actuel, n'aura besoin de se torturer les méninges en vue de sa vieillesse. Nous n'aurons plus besoin de calculer pour dépenser notre argent. Le gouvernement verra à tout cela à notre place. Les citoyens n'auront qu'à travailler, c'est tout. Le gouvernement prendra leur paye et la dépensera à leur place. C'est lui qui nous fera soigner, qui s'occupera de l'éducation des enfants. Les ministres désormais remplaceront les pères et les mères en tous points. Ce sera l'État planificateur, l'État voleur des salaires, des héritages et des libertés.

Le maintien du régime actuel nous conduira, sous peu, à la conscription des salaires par les assurances, clans de toutes sortes, cotisations syndicales, comités paritaires, et l'impôt sur le revenu.

Conscription des héritages par les droits de successions; conscription de l'épargne par le régime des rentes; conscription des malades par les hôpitaux; à l'horizon, la conscription des églises par les taxes sur les fabriques.

Que le gouvernement se mêle donc de ses affaires, et la première de ses affaires c'est d'enlever l'obstacle financier posé par le système bancaire, entre les produits et les familles, entre les vitrines et les cuisines.

Que le gouvernement commande donc un système financier...

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): Je regrette d'interrompre l'honorable député mais je me demande quelle relation il veut établir entre le système bancaire et le système financier qui sont sous l'égide du gouvernement alors que nous sommes à étudier la réorganisation du gouvernement, avec les différentes responsabilités qui doivent échoir à chaque ministère.

M. Latulippe: Monsieur le président, la réorganisation du gouvernement se fait par différents ministères. L'économie des banques, tout le Canada est dirigé par les différents ministères. Je parle du ministère des Finances, donc je parle de la finance. Il me semble que je devrais être dans l'ordre parce

que c'est le ministère des Finances qui est le plus grand responsable. C'est de lui que découle tout ce que nous pouvons faire à ce sujet, tout ce que nous pouvons financer et faire marcher. C'est le ministre des Finances qui est responsable. Il y a différentes autres sortes de mesures qui ne peuvent pas être appliquées sans le consentement du ministre des Finances. Ce que j'essaie de faire entrevoir, c'est l'influence que le ministre des Finances devrait exercer sur les autres ministères, sur la formation des autres ministères que nous voulons imposer aux Canadiens.

Que le gouvernement institue, pour chaque citoyen, un dividende, un escompte compensé sur les prix, au lieu des taxes et des impôts, qui nous dépossèdent pour payer tribut aux Césars.

Et tous les plans et les rataplans socialistes pourront passer au musée d'où ils n'auraient jamais dû sortir.

Tout le monde s'en trouvera mieux. Quant aux diplômés qui cherchent des plans pour ne rien faire, ils pourront toujours vivre de leur dividende social, qui est justement de l'argent gratuit à ceux qui font rien, avec la différence que c'est tous et chacun qui recevraient cet argent gratuit du dividende social.

• (3.40 p.m.)

L'action de l'État doit s'exercer dans l'économie de façon à régulariser et à moraliser le jeu des forces économiques sans pour autant tomber dans un dirigisme outré en s'appliquant à associer les organisations professionnelles à cette action. Une partie considérable de nos lois organiques est à refaire de ce point de vue-là. Un nouveau point de vue s'impose, un idéal nouveau s'impose si l'on veut vraiment réorganiser notre système économique. Si l'on veut vraiment faire fonctionner nos différents ministères, il faut à tout prix, monsieur le président, que chacun des dirigeants prenne ses responsabilités, que chacun des responsables trouve les moyens de financer un pays, sa production, son développement, ses investissements, bref toute l'économie en général du Canada, aussi longtemps qu'il y a des travailleurs, des bâtisseurs, des possibilités physiques...

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): A l'ordre!

M. Latulippe: Nous n'avons aucune raison d'accepter un système barbare comme celui que nous avons présentement.

M. l'Orateur suppléant (M. Rinfret): Je remercie l'honorable député pour la thèse qu'il veut bien nous présenter, au point de vue économique, mais je voudrais simplement lui rappeler les articles du bill qui traitent des responsabilités de différents ministères.